

Forum civique marseillais on line

Vie associative. Né l'an passé à l'invitation d'un document quelque peu sybillin, s'intitulant «Pour un forum civique» et proposant un débat en soirée à Marseille, le Forum Civique semble se définir comme un espace de rencontre, d'information, ayant vocation à réunir tous ceux qui, dans la cité phocéenne, partagent un certain nombre de valeurs et qui ne les retrouvent pas dans les structures traditionnelles dédiées à la vie publique. L'éditorial publié sur le site Internet du Forum (*) indique que *«chacun peut exprimer ces valeurs de diverses manières, en fonction de sa propre sensibilité : par les valeurs de la République, ou celles de la démocratie, par une exigence de citoyenneté ou simplement par une conception de la morale. Face aux dangers qui menacent actuellement la cité, on peut sans doute les résumer en deux points essentiels : le refus des exclusions, quelles qu'elles soient, et une conception de l'intérêt général qui se distingue des intérêts particuliers ou catégoriels.»* Vocation à exercer un rôle de vigilance, de critique et d'interpellation, le Forum Civique affirme constituer un des vecteurs de réflexions, d'initiatives, de propositions et d'ambitions pour Marseille et sa région. En une année, différents débats ont été organisés («Morale et vie publique», «Quelle stratégie face au front national?», «Euroméditerranée», «Vivre en centre ville») et plusieurs documents ont été édités : des études ou commentaires de certaines questions abordées au Conseil municipal, un projet de charte pour les élus... Quelques pages plus loin, toujours sur Internet, on peut lire : *«Le Forum n'est pas un parti politique, non parce qu'il rejette la politique, mais parce qu'il refuse ce que sont devenus les partis. Le Forum n'est pas un mouvement de défense, non parce qu'il estime que les citoyens ne doivent pas se défendre, mais bien plus encore, qu'il doivent prendre eux-mêmes les initiatives. Le Forum n'est pas un club de réflexion, non parce qu'il rejette les idées, bien au contraire, mais parce qu'il ambitionne de les faire passer dans les faits. Le Forum Civique est avant tout un mouvement, parce qu'il indique une direction —celle d'une ambition pour la cité et d'une conception de la citoyenneté— et parce qu'il va chercher les chemins pour y parvenir.»* Une association constituée de vingt membres fondateurs a depuis vu le jour. Mais là, le site Internet est moins parlant. Qui sont les membres, quels sont les statuts, la différence entre Forum et association, le véritable objet ?
A suivre ●

Zex

DIDIER URBAIN

(*) <http://perso.wanadoo.fr/fiastre/forum>

Echorama

POLITIQUE

Les lepénistes perfides

Les lepénistes des Bouches-du-Rhône affectent de se désintéresser des initiatives prises par les mégretistes. Reste qu'un habitué de la place Sadi-Carnot, note, non sans perfidie, que "50 %" des délégués qui ont été élus dimanche dernier au "congrès" de Vitrolles sont issus de la seule 12^e circonscription (Vitrolles-Marignane), que "40 % sont des élus ou des employés à divers titres" de ces mairies et que sur 56 délégués, on compte 12 maris et femmes. "Toujours la préférence familiale chez Mégret", ajoute ce lepéniste. Qui, en l'occurrence, n'a guère de leçon à donner : l'épouse du maire d'Orange, Jacques Bompard, resté fidèle au président du mouvement, vient d'être embauchée par le groupe FN au Conseil régional.

Le forum des bonnes intentions

Peut-on corriger les dérives de la politique avec de bons sentiments ? La question se pose après la présentation du projet de "Charte de l'élu local". Ce document, élaboré par un Forum civique de Marseille - qui se définit comme "un groupe d'intellectuels marseillais" - a été envoyé à tous les conseillers municipaux, généraux et régionaux. Il se propose de définir une véritable "éthique de l'élu", vingt commandements dans le style : l'ensemble des citoyens, sans discrimination, tu défendras.

A tes électeurs, des comptes tu rendras. Transparente, ton action restera. L'opposition, tu respecteras, etc.

Parmi ces principes, présentés comme des "vérités premières" à rappeler aux élus, certains laissent cependant songeur : que penser par exemple de la clause selon laquelle "un élu qui doit sa fonction à un parti doit démissionner de son mandat s'il abandonne son parti ou s'il en est exclu" ?

Quid de la précieuse indépendance de l'élu ? Il y a là, pour le moins, matière à réflexion. Ce qui n'aura assurément pas échappé à nos intellectuels citoyens...

Réunion du Forum civique

Le centre ville au crible

Les membres du Forum civique ont rendu leurs premières analyses sur la politique de rénovation menée par la municipalité.



Un centre ville rénové ? Les intervenants du Forum civique ont notamment pointé les écarts entre les déclarations d'intention opérées en 1996 et les résultats concrets. (Photo Laurent SACCOMANO)

QUELS LES citoyens marseillais ont décidé de se rassembler afin de remettre en commun leurs connaissances pour analyser, identifier et proposer des solutions à des problèmes concrets ?

Un groupe de travail a été constitué pour réfléchir sur le thème spécifique de la politique de rénovation menée par Jean-Claude Gaudin pour réhabiliter le centre ville marseillais. Composé de 18 personnes, le collectif a présenté un bilan d'étape lors d'une réunion

déclarations d'intention : « je cite car cela est court : *perte de population, dégradation physique de l'habitat et population à très faibles revenus* ». Le tout a été sanctionné par un tout aussi bref « regard simpliste et négatif en regard de la complexité que peut représenter un centre ville ».

Viennent ensuite les objectifs affichés par la municipalité : « faire revenir du monde en centre ville ». Non

des touristes.

Le problème est que, finalement, « rien n'est fait pour la population existante ». Or, même si le centre ville compte de nombreux logements vides, il n'est pas intégralement déserté. Si, a priori, on pourrait espérer d'une politique publique un minimum de souci de la population en place, le Forum civique ne peut ici que constater « l'absence d'affirmation d'une politique réelle dans le domaine ».

culise proprement les pouvoirs publics ».

Un second rapporteur a ensuite pris le micro pour s'attaquer au champ précis du logement. Que reste-t-il des 1500 logements rénovés sur cinq ans que l'on annonçait en juin 1996 et pour lesquels quelques 140 millions de francs publics ont été débloqués pour subventionner sur toute la période une entreprise dont le budget global est de 370MF ?

conclusion de « 140 francs de financement par logement ! » et ne s'empêcher de s'interroger sur « l'intérêt entre le rapport et l'argent public engagé ».

Toujours au nom de l'intérêt public, le membre du Forum civique s'est interrogé sur les modalités de contrôle de la qualité des travaux de rénovation : « ne peut ici rien dire si ce n'est qu'il y aurait une kyrielle



Un centre ville rénové ? Les intervenants du Forum civique ont notamment pointé les écarts entre les déclarations d'intention opérées en 1996 et les réalisations concrètes. (Photo Laurent SACCOMANO)

QUELQUES citoyens marseillais ont décidé de se rassembler afin de mettre en commun leurs compétences pour analyser, et réagir, à des problèmes de société.

Un groupe de travail a été constitué afin de réfléchir sur le cas spécifique de la politique menée par Jean-Claude Gaudin pour réhabiliter le centre ville marseillais. Composé de 18 personnes, le atelier a présenté un bilan d'étape lors d'une réunion organisée jeudi soir, à la librairie Païdos sur le cours Julien.

Le principe de travail était simple : prendre les déclarations d'intentions formulées par l'adjoint au maire de Marseille concerné, Gérard Chenoz, lors de la délibération inaugurale du projet, votée le 24 juin 1996 et les comparer aux réalisations effectuées, aujourd'hui, en 1999. Soit trois ans plus tard. Le premier rapporteur de ce Forum civique s'est attaqué aux constats précédant ces

déclarations d'intention : « *je cite car cela est court : perte de population, dégradation physique de l'habitat et population à très faibles revenus* ». Le tout a été sanctionné par un tout aussi bref « *regard simpliste et négatif en regard de la complexité que peut représenter un centre ville* ».

Viennent ensuite les objectifs affichés par la municipalité : « *faire revenir du monde en centre ville* ». Non sans un certain humour, le rapporteur assène : « *la pauvreté d'ambitions n'est pas sans cohérence avec le simplisme du constat !* ». Ceci n'en implique pas moins une question basique : qui compte-t-on faire « *revenir en centre ville* » ? Les « *textes fondateurs* » contiennent la réponse : « *des résidents, des non-résidents et des gens de passage* ». Ce qui, en termes plus indécents, peut se traduire par des étudiants ou des foyers à revenus corrects, des gens venant simplement travailler ou consommer et

des touristes.

Le problème est que, finalement, « *rien n'est fait pour la population existante* ». Or, même si le centre ville compte de nombreux logements vides, il n'est pas intégralement déserté. Si, a priori, on pourrait espérer d'une politique publique un minimum de souci de la population en place, le Forum civique ne peut ici que constater « *l'absence d'affirmation d'une politique réelle dans le domaine* ».

Suit, par ailleurs, une litanie de programmes annoncés mais jamais réalisés en terme d'aménagement d'espaces publics. « *Halle de la Croix, Carli, rue d'Aubagne, cours Pierre Puget...*, égrène l'urbaniste rapporteur, « *autant de travaux programmés dans cette fameuse délibération inaugurale. Finalement, seules les réalisations en cours en 1996 ont été concrétisées. Pour le reste, il ne s'agit que d'effets d'annonce et de poudre aux yeux. Sans compter que cela ridi-*

culise proprement les pouvoirs publics ».

Un second rapporteur a ensuite pris le micro pour s'attaquer au champ précis du logement. Que reste-t-il des 1500 logements rénovés sur cinq ans que l'on annonçait en juin 1996 et pour lesquels quelques 140 millions de francs publics ont été débloqués pour subventionner sur toute la période une entreprise dont le budget global est de 370MF ?

« *Difficile d'avoir des informations objectives* » déplore le membre du Forum civique, « *on mélange tout : ce qui a été intégralement refait ou le simple WC ajouté pour lequel une micro subvention a été obtenue* ». Au final, le rapporteur conclut à « *530 logements réellement rénovés sur les trois périmètres de rénovation immobilière (PRI)* ». Là encore, il y aurait un bel écart entre annonces et réalisations. Mais surtout, lorsque l'analyste rapporte ce chiffre au montant des subventions qu'en arrive à la

conclusion de « *140 francs de financement public par logement !* » et ne s'empêcher de s'intéresser sur « *l'intérêt entre le rapport et l'argent public engagé* ».

Toujours au nom de l'engagement public, le membre du Forum civique s'est également questionné sur les modalités de contrôle de la qualité des travaux de rénovation : « *ne peut ici rien dire si ce n'est qu'il y aurait une kyrielle de sous-traitants et que le contenu d'un récent audit technique laisserait percer de inquiétudes quant à la qualité de ces travaux* ». Tout sans oublier que, au 10^{ème} anniversaire, l'investisseur pourra demander le rachat de son bien à la ville de Marseille. Cela fait partie des garanties mises en place par la municipalité pour attirer les investisseurs. Espérons donc que ces travaux sont réalisés, sinon,

Angélique SCHAL